



Communiqué de presse

L'ancien DG de l'Insee recyclé en lobbyiste pro-patronal

Sur BFM business le 08/12, l'ancien directeur général de l'Insee Jean-Luc Tavernier a déclaré que, dans la situation budgétaire actuelle, « soit on augmente les déficits, soit on travaille plus, soit on baisse les revenus ». Cette affirmation péremptoire n'est pas une loi économique fondamentale, mais une orientation politique : celle du patronat. Selon eux, seules les baisses d'impôts et de cotisations peuvent stimuler l'investissement, la croissance, l'emploi et indirectement les recettes publiques.

On ne peut réduire le débat à un dilemme entre « travailler plus », « baisser les revenus » et « augmenter les déficits ». Dette et déficit publics résultent de politiques d'allègements fiscaux et sociaux en faveur des riches et des entreprises. Les conséquences pèsent sur les travailleurs, notamment les plus précaires : baisse des salaires, des retraites, des prestations sociales, réduction des services publics. Avec son approche néolibérale archaïque, l'ancien directeur général de l'Insee oublie la moitié du problème en écartant des solutions l'augmentation des recettes.

Sud Insee invite à réinventer la fiscalité et plus généralement la répartition des richesses, dans un premier temps en arrêtant d'abonder à fonds perdus les entreprises et en taxant les hauts patrimoines.

Nous voulons recentrer le débat sur les vrais enjeux :

- la réduction des inégalités, notamment avec une fiscalité forte sur les hauts patrimoines, y compris leur héritage ;
- l'approfondissement de nos mécanismes de solidarité, notamment avec la sécu à 100 % ;
- la lutte contre le changement climatique et ses effets.

Le syndicat national SUD Insee